

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'ATLANTICO DEL NORD

APPROVATA NELLA SEDUTA DI BRUGES, 19 NOVEMBRE 1992

Risoluzione 238
riguardante la CSCE dopo Helsinki (*)

Annunziata il 5 gennaio 1993

L'ASSEMBLÉE,

1. Se félicitant des résultats de la Conférence-bilan de la CSCE tenue à Helsinki, laquelle était destinée à donner une nouvelle impulsion aux efforts communs qui visent à assurer l'existence d'une communauté de pays libres, démocratiques et pacifiques allant de Vancouver à Vladivostok;

2. Applaudissant en particulier aux décisions prises au Sommet d'Helsinki et par le Comité de hauts fonctionnaires en vue de permettre à la CSCE d'entreprendre des opérations de maintien de la

paix, qui alourdiront le lourd fardeau pesant sur les Nations unies si elles sont exécutées, de créer la fonction de Haut Commissaire pour les minorités nationales, précieux complément aux mécanismes d'alerte rapide déjà en place, de parrainer des conférences sur la paix, comme au Haut-Karabakh, d'effectuer des missions d'enquête et de suivre la situation sur le terrain, et enfin d'instituer à Vienne le Forum pour la coopération en matière de sécurité, instance permanente et non exclusive devant oeuvrer à la maîtrise des armements, à l'amélioration de la sécurité et à la coopération dans ce domaine, ainsi qu'à la prévention des conflits, instance à laquelle l'OTAN et le CCNA apportent un appui et une complémentarité uniques;

(*) Presentata dalla Commissione politica.

3. Applaudissant en outre aux résultats de la réunion de la CSCE de Genève sur le règlement pacifique des différends, qui marque un progrès qualitatif dans ce qui est de plus en plus une composante essentielle de la capacité globale de la CSCE de gérer le changement avec efficacité et de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales;

4. Notant toutefois que les résultats des réunions d'Helsinki et de Genève n'ont pas encore été pleinement exploités, ainsi qu'en témoigne le rôle marginal joué par la CSCE dans l'ex-Yougoslavie par rapport aux Nations unies et, à des degrés divers, par rapport à la Communauté européenne, à la Croix-Rouge internationale, à l'OTAN et à l'UEO;

5. Appuyant résolument la contribution apportée par l'Assemblée de l'Atlantique Nord à l'Assemblée parlementaire de la CSCE, se félicitant du succès de la première réunion de l'Assemblée parlementaire de la CSCE, qui s'est tenue à Budapest et qui représente une initiative importante en vue de combler la déficience démocratique de la CSCE, et exprimant sa gratitude au Folketing danois pour avoir offert d'être le siège du secrétariat de ladite Assemblée;

6. Se déclarant satisfaite des efforts déployés par le secrétariat de la CSCE, à Prague, pour communiquer les documents relatifs aux travaux de la CSCE et exprimant le désir d'instaurer même rapport avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, situé à Varsovie, et avec le Centre de prévention des conflits situé à Vienne;

7. DEMANDE INSTAMMENT aux gouvernements et aux parlements des pays membres de la CSCE:

a. d'examiner si les conditions rigoureuses régissant les activités de maintien de la paix de la CSCE, notamment l'établissement préalable d'un cessez-le-feu et l'assentiment de toutes les parties intéressées, et les moyens limités du Centre de

prévention des conflits sont bien adaptés aux besoins de la « Nouvelle Europe »;

b. d'examiner les dispositions que la CSCE a prises pour le partage des charges financières afférentes aux activités opérationnelles, et de déterminer si la répartition confuse du travail entre les différentes organisations, convenue pour le comité directeur de la Conférence internationale de Londres sur l'ex-Yougoslavie comprenant la Communauté européenne, la CSCE, l'ONU et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) — est la meilleure façon de procéder;

c. d'assurer une participation permanente et entière de membres du secrétariat de l'OTAN aux travaux de la CSCE, y compris la participation du Secrétaire Général ou de son représentant désigné aux réunions des chefs d'Etat ou de gouvernement et à celles des ministres;

d. d'inviter régulièrement des représentants des organisations interparlementaires compétentes — l'Assemblée de l'Atlantique Nord, l'Assemblée parlementaire de l'UEO, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'Assemblée interparlementaire de la CEI, et d'autres encore — à assister comme observateurs aux travaux de la CSCE;

e. de poursuivre de façon énergique les travaux définis dans le Document d'Helsinki pour le Forum de la CSCE pour la coopération en matière de sécurité, dans les domaines de la maîtrise des armements, du désarmement, de l'instauration d'un climat de confiance et de sécurité, de la coopération en matière de sécurité, et de la prévention des conflits, afin de renforcer la coopération avec tous les Etats membres sur l'ensemble des questions relatives à la sécurité, y compris l'avènement d'une nouvelle architecture de sécurité pour l'Europe, en vue notamment d'adopter une nouvelle génération de MDCS applicables aux situations de crise et destinées à stabiliser et à renverser une éventuelle escalade, telles qu'une interdiction des activités hors garnison imposée à toutes les parties intéressées.

sées, et s'inspirant des mesures novatrices arrêtées à la Conférence de Londres sur l'ex-Yougoslavie, et de trouver un accord sur un régime global de notification préalable concernant les transferts d'armements en direction, à l'intérieur et à l'extérieur du territoire de tous les Etats participant à la CSCE;

f. de contribuer, par tous les moyens possibles, au maintien de l'intégrité territoriale des nouvelles Républiques indépendantes de l'ex-Yougoslavie, et au respect du principe fondamental de la CSCE en vertu duquel les modifications de frontière résultant du recours à la force ne seront jamais reconnues;

g. d'établir des relations diplomatiques et des communications régulières entre tous les gouvernements de l'ex-Yougoslavie;

h. de contribuer, en multipliant considérablement les propositions d'accueillir dans leurs pays les personnes détenues dans les camps de Bosnie-Herzégovine, à la fermeture desdits camps avant le début de l'hiver;

i. d'entamer, dans les meilleurs délais, des négociations sur la maîtrise des armements s'articulant autour de la proposition hongroise, en vue de la répartition des moyens de l'ex-armée fédérale yougoslave et de l'établissement d'un cadre de négociations régional propre à l'élaboration d'un traité contenant des dispositions pertinentes, élément du règlement de la crise devant être mis au point dans le contexte de la Conférence de Londres et de travailler avec d'autres délégations nationales désireuses de formuler des observations et des propositions complé-

mentaires dans ce domaine. Les objectifs des négociations seraient:

i. d'établir un équilibre stable entre les forces armées de tous les nouveaux Etats constitués sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, prenant en compte — en plus des catégories définies dans le Traité sur les FCE — les pièces d'artillerie d'un calibre bien inférieur à 100 mm, tous les avions et hélicoptères de combat, ainsi que l'interdiction de tous les missiles sol-sol, le tout étant complété par des contraintes applicables aux mobilisations et aux autres activités militaires;

ii. de créer un cadre propre à régler la succession de l'ex-Yougoslavie en ce qui concerne les moyens de l'ex-armée fédérale yougoslave, et à organiser les forces armées des nouveaux Etats constitués sur le territoire de l'ex-Yougoslavie;

iii. d'associer les Etats voisins, les Etats de la région et les autres Etats intéressés aux garanties accompagnant un règlement;

j. d'examiner si les exceptions à la notification d'activités d'unités non actives et d'autres activités militaires notifiables, exceptions prévues en cas d'alerte dans le Document de Vienne de 1992 sur les MDCS, vont dans l'intérêt de la sécurité en Europe;

k. d'intensifier l'échange d'informations sur les travaux de la CSCE, notamment de la totalité des propositions, des déclarations plénières et autres, des compte-rendus, des rapports d'application et des décisions, par l'intermédiaire du Secrétariat de la CSCE et des services de conférence du Forum pour la coopération en matière de sécurité.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione 238
riguardante la CSCE dopo Helsinki (*)

L'ASSEMBLEA,

1. Felicitandosi per i risultati della Conferenza sui Seguiti della CSCE tenutasi ad Helsinki e destinata a imprimere un nuovo impulso al comune impegno volto a garantire l'esistenza di una comunità di Paesi liberi, democratici e pacifici da Vancouver a Vladivostok;

2. Plaudendo in particolare alle decisioni prese al Vertice di Helsinki e in seno al Comitato degli Alti funzionari per consentire alla CSCE di intraprendere operazioni di mantenimento della pace, che, qualora attuate, andranno ad aggravare il già pesante fardello delle Nazioni Unite, di creare l'incarico di Alto Commissario per le minoranze nazionali, quale prezioso complemento dei meccanismi di rapido allarme già istituiti, di patrocinare conferenze sulla pace, come quella del Nagorno-Karabakh, di effettuare missioni conoscitive e di seguire la situazione sul posto e, infine, di istituire a Vienna il Forum per la cooperazione in materia di sicurezza, quale sede permanente e non esclusiva incaricata di operare nei settori del controllo degli armamenti, del miglioramento della sicurezza e della cooperazione in tale campo, nonché della prevenzione dei conflitti, cui la NATO e il Consiglio di cooperazione

nord-atlantica (NACC) apportano un sostegno e una complementarità uniche;

3. Plaudendo inoltre ai risultati della riunione della CSCE di Ginevra sulla pacifica composizione delle controversie, che segna un progresso qualitativo in quella che sempre più costituisce una componente essenziale della capacità globale della CSCE di gestire il mutamento con efficacia e di contribuire al mantenimento della pace e della sicurezza internazionali;

4. Notando tuttavia che i risultati delle riunioni di Helsinki e di Ginevra non sono stati ancora messi pienamente a frutto, come sta a dimostrarlo il ruolo marginale svolto dalla CSCE nell'ex Iugoslavia rispetto alle Nazioni unite e, in misura diversa rispetto alla Comunità europea, alla Croce Rossa Internazionale alla NATO e all'UEO;

5. Dando pieno sostegno al contributo fornito dall'Assemblea dell'Atlantico del Nord — all'Assemblea parlamentare della CSCE, felicitandosi per il successo della prima riunione dell'Assemblea parlamentare della CSCE, tenutasi a Budapest, che rappresenta un'iniziativa importante per colmare il *deficit* democratico della CSCE, ed esprimendo la propria gratitudine al Folketing danese per essersi proposto quale sede del Segretariato di detta Assemblea;

(*) Presentata dalla Commissione politica.

6. Apprezzando l'impegno profuso dal Segretariato della CSCE, a Praga, per rendere disponibili i documenti relativi ai lavori della CSCE ed esprimendo il desiderio di instaurare rapporti analoghi con l'Ufficio per le istituzioni democratiche ed i diritti dell'uomo, con sede a Varsavia, e con il Centro di prevenzione dei conflitti, con sede a Vienna;

7. Sollecita i governi e i parlamenti dei Paesi membri della CSCE a:

a. valutare se le rigide condizioni che disciplinano le attività di mantenimento della pace della CSCE, in particolare l'istituzione preliminare di un cessate il fuoco e l'assenso di tutte le parti interessate, e i mezzi limitati del Centro di prevenzione dei conflitti siano adeguati alle esigenze della « Nuova Europa »;

b. esaminare le disposizioni stabilite per la ripartizione degli oneri finanziari afferenti alle attività operative della CSCE e determinare se la confusa divisione del lavoro fra le varie organizzazioni, concordata per il Comitato direttivo della Conferenza internazionale di Londra sull'ex Jugoslavia comprendente la Comunità europea, la CSCE, l'ONU e l'Organizzazione della Conferenza islamica (OCI) rappresenti il miglior modo di procedere;

c. garantire una partecipazione permanente e completa di membri del Segretariato della NATO ai lavori della CSCE, compresa la partecipazione del Segretario generale o di un suo rappresentante designato alle riunioni dei Capi di Stato o di Governo e a quelle dei Ministri;

d. invitare regolarmente dei rappresentanti delle organizzazioni interparlamentari competenti - Assemblea dell'Atlantico del Nord, Assemblea parlamentare della UEO, Assemblea parlamentare del Consiglio d'Europa, Assemblea interparlamentare della CSI, ed altre ancora - ad assistere quali osservatori ai lavori della CSCE;

e. portare avanti in modo energico i compiti definiti nel Documento di Helsinki per il Forum della CSCE per la cooperazione in materia di sicurezza, nei settori del controllo degli armamenti, del disarmo, dell'instaurazione di un clima di fiducia e sicurezza, della cooperazione in materia di sicurezza e della prevenzione dei conflitti, al fine di rafforzare la cooperazione con tutti gli Stati membri sul complesso delle questioni relative alla sicurezza, compreso lo sviluppo di una nuova architettura di sicurezza per l'Europa, in particolare per adottare una nuova generazione di misure miranti a rafforzare la fiducia e la sicurezza (CSBM) applicabili alle situazioni di crisi e destinate a stabilizzare e ad invertire un'eventuale « escalation », quali un divieto delle attività fuori presidio imposto a tutte le parti interessate, ispirandosi alle misure innovatrici decise alla Conferenza di Londra sull'ex Jugoslavia, e per trovare un accordo su di un regime globale di notifica preliminare relativo ai trasferimenti di armamenti verso, all'interno e al di fuori del territorio di tutti gli Stati partecipanti alla CSCE;

f. contribuire, con tutti i mezzi possibili, al mantenimento dell'integrità territoriale delle nuove Repubbliche indipendenti dell'ex Jugoslavia, e al rispetto del principio fondamentale della CSCE in virtù del quale le modifiche di confine scaturite dal ricorso alla forza non saranno mai riconosciute;

g. stabilire relazioni diplomatiche e comunicazioni regolari fra tutti i governi dell'ex Jugoslavia;

h. contribuire, moltiplicando considerevolmente le offerte di accogliere nei propri paesi le persone detenute nei campi della Bosnia-Erzegovina, alla chiusura di detti campi prima dell'inizio dell'inverno;

i. avviare, con sollecitudine, negoziati sul controllo degli armamenti incentrati sulla proposta ungherese di ripartizione dei beni dell'ex esercito federale jugoslavo e di instaurazione di una cor-

nice negoziale regionale adatta all'elaborazione di un trattato che contenga disposizioni pertinenti, quale parte della composizione della crisi che deve essere ricercata nel contesto della Conferenza di Londra e per lavorare con altre Delegazioni nazionali desiderose di formulare osservazioni e proposte aggiuntive in tale campo. Gli obiettivi dei negoziati sarebbero di:

i. creare un equilibrio stabile tra le forze armate di tutti i nuovi Stati costituitisi sul territorio dell'ex Jugoslavia, prendendo in considerazione oltre alle categorie definite nel Trattato CEE — i pezzi di artiglieria di calibro sostanzialmente inferiore a 100 millimetri, tutti gli aerei ed elicotteri da combattimento, nonché l'interdizione di tutti i missili superficie-superficie, cui si aggiungerebbero dei vincoli applicabili alle mobilitazioni e alle altre attività militari;

ii. creare una cornice idonea per risolvere i problemi della successione dell'ex Jugoslavia per quanto riguarda i beni

dell'ex esercito federale iugoslavo, e ad organizzare le forze armate dei nuovi Stati costituitisi sul territorio dell'ex Jugoslavia;

iii; associare gli Stati vicini, gli Stati della regione e gli altri Stati interessati alle garanzie connesse ad una composizione;

j. esaminare se le eccezioni alla notifica di attività di unità non attive e di altre attività militari notificabili, eccezioni previste in caso di allarme nel Documento di Vienna del 1992 sulle CSBM, siano nell'interesse della sicurezza in Europa;

k. intensificare lo scambio di informazioni sui lavori della CSCE, ivi compresa la totalità delle proposte, delle dichiarazioni plenarie e di altro genere, dei resoconti, delle relazioni applicative e delle decisioni, mediante il Segretariato della CSCE e i servizi di conferenza del Forum per la cooperazione in materia di sicurezza.